

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 25/03/4.3

SEANCE DU 17 MARS 2025
L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 17 MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Carine GINZAC représentée par M. le Maire
Antoine VACCARO représenté par Mme Christine DEL NERO
Valérie MASSENET représentée par Mme Nicole BERNARDINI
Stanislas ROQUEBERT représenté par M. Michel THUILIER

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE D'ANCRAGE DE DISPOSITIF DE VIDEO-PROTECTION SUR FACADES D'IMMEUBLES PRIVES – 12/12 BIS RUE MARCEAU, 28 RUE MARCEAU ET 28 RUE HOCHÉ

Monsieur Michel THUILIER, adjoint au Maire, expose à l'assemblée que depuis quelques mois, certaines zones du centre-ville sont davantage exposées à des faits de délinquance ainsi qu'aux incivilités ou aux troubles à l'ordre public. Des faits récurrents perturbent la tranquillité des habitants, ce qui peut créer un sentiment d'insécurité pour les administrés et les commerçants.

Afin de renforcer la sécurité et la tranquillité publique, le déploiement d'un système de vidéo protection supplémentaire sur la commune est l'un des moyens pour y parvenir. Sa mise en œuvre impliquant l'ancrage de dispositifs techniques adaptés sur des façades d'immeubles privés situés dans les secteurs concernés, au 28 rue Hoche, 12/12 bis rue Marceau et 28 rue Marceau, il a été nécessaire d'obtenir l'autorisation écrite des propriétaires des immeubles et il convient de définir par convention les conditions dans lesquelles s'exercera l'occupation induite.



Monsieur THUILIER propose à l'assemblée de se prononcer sur la convention de servitude d'ancrage à passer avec les propriétaires, telle qu'annexée à la présente, autorisant l'installation du dispositif de vidéo protection et le maintien du dispositif avec un droit d'accès permanent.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Sécurité Intérieure,

VU les autorisations écrites des propriétaires des immeubles sis 28 rue Hoche, 12/12 bis rue Marceau et 28 rue Marceau,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la convention de servitude d'ancrage des vidéoprotections sur les immeubles situés au 28 rue Hoche, 12/12 bis rue Marceau et 28 rue Marceau telle qu'annexée à la présente,
2. AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention avec tous les propriétaires et tous documents relatifs à l'installation des caméras qui seront nécessaires.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to the secretary of the meeting.





CONVENTION DE SERVITUDES D'ANCRAGE DE DISPOSITIF DE VIDEO-PROTECTION SUR FACADES D'IMMEUBLES PRIVES

Entre :

La commune d'Ollioules, représentée par son maire Monsieur Robert BENEVENTI, dûment habilité à cet effet par délibération n°25/03/..., du Conseil Municipal du 17 mars 2025 ;

D'une part ;

Et :

(NOM PRENOM), domicilié au (ADRESSE) ;

D'autre part ;

Vu la loi n°2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI II) ;

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la circulaire INTD0900057C du 12 mars 2009 relative aux conditions de déploiement des systèmes de vidéo-protection ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L251-1 et suivants, L252-2, L252-3, L253-1, L253-5, L254-1, R252-3 et R253-3 ;

Vu les autorisations écrites des propriétaires des immeubles sis 28 rue Hoche, 12/ 12bis rue Marceau et 28 rue Marceau ;

PREAMBULE :

La Commune d'Ollioules souhaite déployer plus de vidéoprotection au sein de la ville.

En effet, depuis plusieurs années, certaines zones du centre-ville sont d'avantage exposées à des faits de délinquance ainsi qu'aux incivilités ou aux troubles à l'ordre public, des faits récurrents perturbent la tranquillité des habitants, ce qui peut créer un sentiment d'insécurité.

Afin de renforcer la sécurité et la tranquillité publique, le déploiement d'un système de vidéoprotection supplémentaire sur la commune est l'un des moyens pour y parvenir.

Sa mise en œuvre implique l'ancrage de dispositifs techniques adaptés sur des façades d'immeubles situés dans les secteurs concernés, ainsi il convient d'obtenir l'accord desdits propriétaires et de définir par convention les conditions dans lesquelles s'exercera l'occupation induite.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} – OBJET :

Par la présente convention, le propriétaire accepte de grever la façade de son immeuble sis 28 rue Hoche/ 12/12BIS rue Marceau / 28 rue Marceau, d'une servitude d'ancrage au profit de la commune d'Ollioules, en vue de permettre à cette dernière d'implanter un dispositif de vidéo protection, ci-après décrit dans l'article 3 de la présente convention.



ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa signature. Elle sera tacitement renouvelée par période d'un an, jusqu'à dénonciation par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux mois avant la date anniversaire de ladite convention. A l'expiration de cette période de cinq ans, la convention sera caduque de plein droit, et si les parties souhaitent le maintien des équipements, ceux-ci devraient faire l'objet d'une nouvelle convention.

ARTICLE 3 –ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES :

3-1 – Descriptif technique des équipements à implanter

- Camera de vidéo protection
- Coffret Vidéo
- Antenne
- Et tout éléments nécessaires à l'installation

3-2 – Modifications éventuelles des équipements implantés

Les équipements mentionnés dans l'article 3-1 seront susceptibles d'être remplacés ou modifiés par la commune d'Ollioules au cours de la convention : Les modifications non-substantielles (remplacement par des équipements similaires) feront l'objet d'une information auprès du propriétaire, par courrier recommandé quinze jours avant la date d'intervention, sauf intervention d'urgence.

Toute modification substantielle des équipements (changement de nature, augmentation ostensible du volume des équipements) devra être préalablement autorisée par écrit par le propriétaire de l'immeuble. La commune devra solliciter ledit accord écrit par courrier recommandé au moins deux mois avant intervention. L'absence de réponse du propriétaire dans un délai de trois mois à réception de la demande vaudra accord tacite.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE D'OLLIOULES :

La commune d'Ollioules s'engage à:

- Procéder à ses frais à l'installation des équipements ci-dessus visés dans l'article 3 de la présente convention sur la façade de l'immeuble objet des présentes. Un état des lieux contradictoire sera réalisé avant les travaux d'installation du dispositif ;
- S'assurer du bon fonctionnement de ses équipements techniques et en assumer l'entretien, la maintenance, les réparations et l'éventuel remplacement ;
- Souscrire en son propre nom les abonnements inhérents aux raccordements de ses équipements ;
- Lorsque la convention arrivera à échéance sans volonté de maintenir les équipements par la régularisation d'une nouvelle convention, ou en cas de résiliation de la convention par l'une des parties ou d'un commun accord entre les deux parties, la commune d'Ollioules fera procéder à ses frais exclusifs à la dépose du dispositif de vidéoprotection sur l'immeuble objet des présentes et à la remise en état éventuelle, à ses frais exclusifs, du revêtement de la façade du bâtiment aux différents points d'ancrages de équipements.

Dans tous les cas du présent article 4, les interventions devront être effectuées dans les normes techniques, les règles de l'art, et les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité, aux frais de la commune d'Ollioules et sous sa responsabilité. Elle s'engage à ce que les lieux soient remis en leur état initial après toute intervention de sa part.



Les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de la surveillance, de l'entretien et de la réparation, du remplacement ou de la dépose des équipements, et pour lesquels la remise en état ne pourrait être effectuée, feront l'objet, le cas échéant, d'une indemnité fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

La commune fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires, tant pour l'installation des équipements, les interventions en cours de convention ou la dépose des équipements.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE :

Le propriétaire s'engage à :

- Permettre et faciliter l'accès aux équipements techniques du dispositif par la commune d'Ollioules, ou toute personne dûment mandatée par elle, afin d'assurer l'installation, l'entretien, la maintenance, les réparations ainsi que le remplacement ou la suppression desdits équipements ;
- Informer sans délai la commune d'Ollioules de tous dommages ou dégradations qu'il viendrait à constater concernant les installations du dispositif de vidéoprotection ;
- Ne pas interrompre le fonctionnement des équipements implantés par la commune d'Ollioules. Toutefois, dans le cas où le propriétaire aurait à faire effectuer des travaux sur l'immeuble entraînant la suspension du fonctionnement du dispositif ou susceptibles d'avoir un impact sur l'installation, il devra en aviser la commune d'Ollioules par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois à l'avance, sauf urgence dûment avérée, et préciser la durée prévisionnelle de cette suspension ou des travaux envisagés ainsi que leur nature. La commune indiquera au propriétaire les éventuelles consignes particulières à respecter concernant les installations en place.

La présente convention sera opposable aux acquéreurs éventuels de l'immeuble objet des présentes, conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code Civil, le propriétaire s'engage toutefois à rappeler l'existence de la présente convention à tout acquéreur éventuel.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE – ASSURANCES :

La commune d'Ollioules sera responsable de tout dommage qui pourrait survenir à l'occasion de l'installation, du fonctionnement, de l'entretien ou de la dépose des installations visées à l'article 3 de la présente convention. À cet effet, elle fera son affaire de la souscription de tout contrat d'assurance garantissant l'ensemble de ces risques, y compris les dommages causés à l'immeuble résultat des travaux et interventions sur le dispositif.

Elle fera son affaire personnelle de toute dégradation ou détérioration que pourraient subir ses équipements du fait des tiers.

ARTICLE 7 – MODIFICATION - RESILIATION DE LA CONVENTION :

Toute modification substantielle de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant (excepté en ce qui concerne les modifications des équipements techniques, régies par l'article 3-1 de la présente convention).

A l'issue du délai initial de cinq ans, la présente convention pourra être résiliée à la date d'anniversaire de sa signature, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, et sous réserve de respecter un délai de prévenance de deux mois minimum.



En cas de non-respect d'une des conditions de la présente convention par l'un ou l'autre des cocontractants, la partie qui s'estime lésée pourra résilier ladite convention sous réserve d'avoir adressé à son cocontractant un commandement de faire. Si ce commandement reste sans effet un mois après son émission par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie qui s'estime lésée pourra résilier la convention de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de le demander en justice, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui prendra effet 15 jours à compter de sa réception.

En cas de retrait ou de non-renouvellement des autorisations accordées à la commune d'Ollioules pour l'exploitation des dispositifs de vidéoprotection, ainsi qu'en cas de cas fortuit rendant impossible l'exploitation du site ou de décision de la commune d'Ollioules de retirer les dispositifs de vidéoprotection, la présente convention perdra tout objet et pourra être résiliée par la commune à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, et sous réserve de respecter un délai de prévenance de 15 jours minimum.

Dans tous les cas de résiliation sus-énoncés, la résiliation n'ouvrira à aucune des parties un quelconque droit à indemnisation et la commune d'Ollioules procédera à ses frais au retrait des équipements implantés par elle sur l'immeuble objet des présentes et assurera autant que de besoin la remise en état de l'emprise sur laquelle ont été ancrés les dispositifs de vidéoprotection.

ARTICLE 8 – REGLEMENT DES LITIGES :

En cas de litiges, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord amiable, la présente convention pourra être portée devant le Tribunal Administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux dont un pour le propriétaire et un pour la Commune.

Pour le demandeur,
La Ville d'Ollioules
Robert BENEVENTI, Maire

Pour le propriétaire,
(PRENOM NOM)

